

Triptyque d'un implacable continuum pour la réconciliation nationale.

Conférence nationale, justice transitionnelle et élection présidentielle constituent aujourd'hui dans un repère ordonné le triptyque d'un implacable continuum pour la réconciliation nationale.

L'axiome de cet ordre évident ne devrait porter à débat, du moins dans le fond. Or, par la volonté de quelques irréductibles va-t-en guerres, adeptes du désordre et de l'anarchie, l'ordre prégnant est rompu faisant du désordre la norme, la chasse aux centrafricains, une activité quelconque sous le regard et le silence complice des principaux acteurs politiques et autres probables candidats à l'élection présidentielle. L'on peut se demander pourquoi, ces derniers ne sortent t-ils pas de leur incompréhensible et désespérant mutisme pour dénoncer fortement les exactions commises au quotidien sur une population abandonnée à elle-même, auprès de laquelle ils se rendront bientôt gaillardement sans aucune gêne pour quérir leur suffrage. S'ils ne défendent pas aujourd'hui la population alors en péril, comment leur faire confiance demain pour nous gouverner ? De quoi ont-ils peur ? Eux, qui bénéficient nuit et jour d'une protection des forces de sécurité ou de la notoriété que leur donne leur parti politique respectif. Attendent t-ils que la communauté internationale fasse tout à leur place pour ensuite les inviter à s'installer ? Elle, qui a déjà tant fait pour notre pays. Diantre ! Mais où sont donc passés nos hommes politiques ? Où sont passés les principaux partis politiques ?

A vouloir inverser coûte que coûte ou bannir à jamais pour des intérêts inavoués cet ordre cohérent, presque naturel participe de la déraison, pire, de la haute trahison. La volonté manifeste de saborder quelque part le retour à la stabilité du pays par des « amis » roublards aux intérêts contradictoires à ceux de nos concitoyens ne fait plus de doute. Madrés qu'ils sont, en sachons que nous sommes divisés par de puérides et futiles considérations, ils se cachent sous nos pieds pour manœuvrer avec les plus naïfs, les plus incompetents, les plus corruptibles d'entres-nous, ces ingrats, fils indignes de la patrie nourricière qui ont vendu d'une manière abjecte leurs âmes impures à l'étranger.

Si le dialogue à travers une conférence nationale est la seule alternative qui vaille en politique pour réconcilier un peuple aussi divisé et en péril comme le nôtre, il n'en demeure pas moins que l'on peut se poser des questions en somme toute légitime aussi bien sur la légitimité, le timing politique, le caractère improvisé de la démarche que les objectifs non affichés. Au lieu de chercher à offrir à la va-vite l'impunité à tous ces criminels, assassins et autres fossoyeurs de la république qui ont sévi depuis ces cinquante dernières années, nous devons à très court terme offrir au peuple martyr de Centrafrique non pas une justice revancharde mais une justice à la hauteur de ces horribles exactions afin de mettre un terme définitivement aux très lourds dossiers des impunités.

Tôt ou tard la conférence nationale est incontournable mais...

La précipitation avec laquelle on a décrété la conférence nationale depuis les allées du palais rose à N'djamena nous laisse perplexe et fait planer de nombreux doutes. Si conférence nationale il y'a, elle doit être mieux préparé et ne doit être initié que par la volonté des centrafricains, que pour les centrafricains. Tôt ou tard, la conférence nationale suivie d'une justice transitionnelle réparatrice est incontournable pour une réconciliation nationale. On n'a pas besoin d'avoir un baccalauréat plus vingt années d'études supplémentaires en sciences politiques pour comprendre que les

centrafricains doivent plus que jamais se parler et se rendre justice pour mettre fin à l'impunité. Fallait-t-il attendre les directives maladroites et volontairement déstabilisatrices de N'djamena pour s'y consacrer ? En tout cas, rien ne sortira de bon de celui qui est à la fois juge et partie.

Nous devons prendre en compte les erreurs qui étaient commises lors des précédents dialogues. En conséquence, un certain nombre de dispositions fermes doivent être prises au préalable pour en garantir la crédibilité afin qu'aucune entité ou personnalité n'en fasse main basse ou tente de se soustraire aux recommandations qui doivent être appliquées par la suite d'une manière stricto-sensu. En dehors de ces préalables, toute conférence nationale est vouée à l'échec. Il est vrai que nous devons nous parler quoi qu'il arrive pour ne pas avoir à faire la guerre. Les peuples qui ne se parlent pas sont appelés à se faire la guerre jusqu'à ce que mort s'en suive. Est-ce bien de cela que nous souhaitons pour notre pays ? Il en a été ainsi aussi bien dans le processus d'identification et d'appartenance à un peuple, de la constitution des états que pour l'édification des nations. Le malheur est que nous autres, enfin, nos « hommes politiques », toujours les mêmes ont la manie d'annoncer ou de reprendre de nobles concepts politiques qu'on leur a suggéré pour aussitôt les vider de leur substances par incompetence, irresponsabilité, compromission, mauvaise volonté, trahison. Il en a été ainsi des différents dialogues, des assises et autres séminaires que nous avons organisés. Hélas ! La présente conférence nationale qui s'annonce porte déjà en elle toutes les tares des précédents dialogues.

Si le modèle démocratique se nourrit du dialogue, il est par ailleurs le ferment de la pérennité nationale que les gouvernants se doivent d'entretenir au quotidien. En dehors du dialogue, point de paix car il n'y a pas une autre alternative pour la réconciliation en politique en tant que telle. Il aurait fallu commencer par la conférence nationale, suivie d'une justice transitionnelle pour aboutir à l'élection présidentielle. Une fois de plus, nos « hommes politiques » qui ont toujours marché sur la tête ont encore une fois de plus attelé leur charrue avant les bœufs.

En définitive, nous devons prendre aujourd'hui en compte les erreurs du passé, prendre le temps nécessaire pour bien organiser une véritable conférence nationale assortie de recommandations souveraines avec notamment la participation de tous les citoyens qui en manifeste le désir pour ne pas laisser la main aux seuls acteurs politiques et autres « indispensables ». En même temps, cette conférence nationale souveraine doit être menée conjointement avec la mise en place d'une justice transitionnelle pour se prononcer sur les crimes économiques et les crimes de sang commis depuis 53 ans afin de mettre fin à la culture de l'impunité. En même temps, elle permettra aux victimes et à leur famille respective de faire le deuil des traumatismes subis. Par ailleurs, elle permettra aux coupables de se repentir pour ensuite pouvoir se racheter de leurs péchés. Une sorte d'exutoire et de thérapie pour le peuple centrafricain. La réconciliation me semble-t-il est à ce prix et seulement à ce prix. Toute autre tentative que l'ordonnement de ce triptyque qui s'inscrit dans un continuum pour la réconciliation nationale est contre-productive, contre la stabilité du pays.

Franck SARAGBA